



NOVEMBRE  
2023



# La CDU après Merkel

## Les défis du parti conservateur en tant que nouveau parti d'opposition

Comité d'études  
des relations  
franco-  
allemandes  
(Cerfa)

---

Celia BURGDORFF

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-0788-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Drop of Light/Shutterstock.com

#### **Comment citer cette publication :**

Celia Burgdorff, « La CDU après Merkel. Les défis du parti conservateur en tant que nouveau parti d’opposition », *Notes du Cerfa*, n° 177, Ifri, novembre 2023.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

# Autrice

**Celia Burgdorff** est docteure en Histoire des relations internationales de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de la Ludwig-Maximilians-Universität de Munich. Elle a travaillé comme chercheuse à l'Institut historique allemand de Paris avant de partir à Berlin pour conseiller le bureau national de la *Junge Union* (CDU) sur les affaires étrangères.

# Résumé

Parti gouvernemental par excellence, l'Union chrétienne-démocrate/l'Union chrétienne sociale (CDU-CSU) se retrouve, pour la première fois depuis 16 ans, dans le camp de l'opposition. Face à cette situation, la CDU est amenée à se redéfinir. Friedrich Merz, ancien rival d'Angela Merkel, lui a succédé à la tête du parti en 2021. Il incarne l'aile droite de l'Union, aux valeurs plus traditionnelles et conservatrices, en rupture avec les années Merkel mais aussi avec le gouvernement d'Olaf Scholz. Celui-ci est composé d'une coalition entre le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), « *Die Grünen* », les Verts (écologistes) et le Parti libéral-démocrate (FDP). Actuellement, la CDU-CSU est en tête dans les sondages mais reste à un niveau très faible (moins de 30 %). L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), gagne de plus en plus en influence dans tout le pays, comme en témoignent les élections d'octobre dernier en Bavière et en Hesse. Friedrich Merz cherche notamment à critiquer la politique des écologistes et à séduire l'électorat de l'extrême droite. À cette fin, il mise sur l'appropriation de sujets précis, comme l'immigration ou la critique du « wokisme ». Bien souvent, cette manœuvre révèle un manque de programme de même que des divisions internes à l'Union. Le domaine des affaires étrangères fait exception : se présentant comme un grand partisan de l'intégration européenne, de l'amitié franco-allemande et de la coopération transatlantique, Friedrich Merz s'engage pour la promotion de la CDU-CSU en tant que parti fortement engagé dans l'intégration européenne.

# Abstract

For the first time in 16 years, the CDU-CSU now finds itself in the opposition camp. Faced with this situation, the Christian Democratic Union, which has always refused to be a party like the others, is forced to redefine itself. Friedrich Merz, Angela Merkel's former rival, has been the party's leader since 2021. He embodies the right wing of the Union, with more traditional and conservative values, breaking with the Merkel years but also with Olaf Scholz's government. The latter is made up of a coalition between the SPD (social democrats), "Die Grünen", the Greens (ecologists) and the FDP (liberals). The CDU-CSU is currently ahead in the polls but remains at a very low level (less than 30%). The AfD (Alternative für Deutschland) is gaining more and more influence throughout the country, as demonstrated by last October's elections in Bavaria and Hesse. Faced with these developments, Friedrich Merz is seeking to criticize the policies of the ecologists and to appeal to the far-right electorate. To do this, he is focusing on specific issues, such as immigration or criticism of "wokism". This maneuver often reveals a certain programmatic vacuity or internal divisions within the Union. With the exception of the foreign affairs: presenting himself as a great supporter of European integration, the Franco-German friendship and transatlantic cooperation, Friedrich Merz is committed to promoting the CDU-CSU as a party of European politics.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION : LA CDU-CSU À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE BOUSSOLE .....</b>	<b>7</b>
<b>UN PARTI PROFONDÉMENT DIVISÉ .....</b>	<b>9</b>
Depuis ses origines, l'Union rassemble des courants multiples .....	9
Avec Friedrich Merz, l'aile droite revient sans se réinventer .....	11
À l'échelle des <i>Länder</i> , les Ministres-Présidents revendiquent leur héritage centriste.....	15
<b>UN PARTI QUI PEINE À TROUVER SA PLACE.....</b>	<b>18</b>
Un ennemi choisi : les Verts .....	18
Un ennemi subi : l'AfD.....	19
<b>EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE, L'HÉRITAGE COMPLEXE DE MERKEL... </b>	<b>23</b>
La revendication d'un leadership allemand.....	23
La remise en cause difficile de la doctrine « <i>Wandel durch Handel</i> » ....	25
<b>CONCLUSION : QUELLES FEUILLES DE ROUTE POUR L'AVENIR ?.... </b>	<b>28</b>

# Introduction : la CDU-CSU à la recherche d'une nouvelle boussole

Lors d'une conférence de presse à la fin du mois de septembre 2023, le secrétaire général de l'Union chrétienne-démocrate/l'Union chrétienne sociale (CDU-CSU), Carsten Linnemann, et son adjointe, Christina Stumpp, ont présenté la nouvelle identité visuelle du parti. Le noir, qui était la couleur traditionnellement associée aux chrétiens-démocrates, a laissé place à une association entre bleu marine et turquoise. Le nouveau logo, une courbe ascendante dans les teintes nationales, ajoute également de la couleur. Le tout est censé représenter le dynamisme et le renouveau du parti. Dans la presse, les réactions ne se sont pas fait attendre, soulignant notamment les similitudes<sup>1</sup> avec le logo du parti d'extrême-droite l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Effectivement, le nouveau bleu « CDU-CSU » est très proche du turquoise de l'AfD, et la courbe ascendante n'est pas sans rappeler la flèche pointée vers le haut de l'AfD. Mais ces réactions sont surtout l'expression de préoccupations plus fondamentales. Tandis que la coalition « feu tricolore » d'Olaf Scholz, composée du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), des Verts (écologistes) et du Parti libéral-démocrate (FDP), doit faire face à une cote de popularité historiquement basse, l'Union CDU-CSU se retrouve dans le camp de l'opposition pour la première fois depuis 16 ans et peine à profiter de l'impopularité du gouvernement. L'AfD, quant à elle, rafle de plus en plus de voix à l'échelle locale des *Länder*.

L'Union chrétienne-démocrate a constitué le parti pivot de la vie politique allemande. Sur 28 élections fédérales, elle est arrivée en tête 24 fois. Le parti est étroitement associé à la personne d'Angela Merkel, qui n'avait pourtant pas hésité à rompre avec les principes fondamentaux du parti dans de nombreux domaines, tels que le nucléaire ou l'immigration, quitte à

---

1. Pour la similitude avec l'AfD : S. Gaschke, « Aufbruch in die Ratlosigkeit : das seltsame "neue Gesicht" der CDU », *Neue Zürcher Zeitung*, disponible sur : [www.nzz.ch](http://www.nzz.ch) [consulté le 26 octobre 2023]. Ce changement peut aussi être rapproché avec le rajeunissement du parti conservateur autrichien, ÖVP, qui s'est choisi le turquoise comme nouvelle couleur de logo : M. Stifter, « Die CDU lackiert sich um : Türkis ist das neue Schwarz », *Augsburger Allgemeine*, disponible sur : [www.augsburger-allgemeine.de](http://www.augsburger-allgemeine.de) [consulté le 13 novembre 2023].



s'approprier des idées venant d'autres camps politiques<sup>2</sup>. Avec la fin de l'ère Merkel, l'Union se retrouve donc déboussolée et en quête de redéfinition.

Cela s'est fait ressentir dans le choix laborieux d'un successeur : à la suite de l'échec d'Annegret Kramp-Karrenbauer et de la campagne désastreuse d'Armin Laschet, c'est finalement Friedrich Merz qui a pris la tête du parti. Cet ancien rival d'Angela Merkel représente une idéologie de droite très conservatrice, un courant qui a longtemps été relégué au second plan au sein de l'Union.

Friedrich Merz mise sur une ligne contestataire face au gouvernement de Scholz et fait le pari d'emprunter une rhétorique populiste<sup>3</sup>. Mais cette stratégie suffira-t-elle pour faire face à l'enracinement de l'extrême droite que connaît actuellement l'Allemagne<sup>4</sup> ? L'AfD tire son succès en proposant notamment des scénarios qui répondent aux peurs de ses électeurs, tandis que d'autres partis comme les Verts se fondent sur un programme très clair, en l'occurrence celui de la préservation de l'environnement face au dérèglement climatique. Mais quel est le récit de l'Union CDU-CSU ? Quelle est la « vision du monde » proposée par ce parti historiquement centriste, en cette fin d'année 2023 ? Pourra-t-elle durer dans le temps ? L'année 2024 s'annonce cruciale pour l'Allemagne, entre les élections européennes début juin, qui prévoient un score élevé pour l'extrême droite et les élections en Saxe, Thuringe et Brandebourg, qui sont des bastions historiques de l'AfD. Quelles stratégies l'Union CDU-CSU devrait-elle adopter pour 2024 et quelles en seraient les perspectives ?

---

2. A. Robinet-Borgomano, « Allemagne : la démocratie chrétienne en question », *Expressions – par Montaigne*, disponible sur : [www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org) [consulté le 27 octobre 2023].

3. Dernièrement, un commentaire de Merz sur les migrants qui profiteraient des dentistes allemands, avait fait polémique : *Welt*, disponible sur : [www.welt.de](http://www.welt.de) [consulté le 6 novembre 2023].

4. À ce sujet, voir J. de Weck, « Germany Is No Longer Exceptional », *The Atlantic*, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com) [consulté le 24 octobre 2023].

# Un parti profondément divisé

## Depuis ses origines, l'Union rassemble des courants multiples

Après « l'ère Merkel » et la succession de Friedrich Merz, l'identité de l'Union paraît aujourd'hui, plus que jamais, difficile à saisir. Pourtant, la CDU-CSU a, comme son nom l'indique, toujours été une union regroupant différents courants et idéologies : l'union chrétienne-démocrate et l'union chrétienne sociale (bavaroise). Sa spécificité est sans doute son identité chrétienne – le fameux « C » que partagent les deux sigles. C'est Konrad Adenauer, premier chancelier d'Allemagne et fondateur du parti, qui avait œuvré au rassemblement de différents mouvements et organisations chrétiennes (catholiques et protestantes) ayant existé avant 1933. Le dénominateur commun était l'idée d'un parti guidé par l'idéal chrétien et non un parti chrétien – une différence subtile mais fondamentale<sup>5</sup>. Le programme de Ludwigshafen de 1978, fondement du parti, soulignait que la foi chrétienne ne dicte pas un programme politique mais qu'elle agit comme base éthique pour une politique responsable<sup>6</sup>.

Encore aujourd'hui, les références à la « conception chrétienne de l'Homme<sup>7</sup> » sont nombreuses dans les discours des membres de l'Union. Elles n'empêchent pas en revanche l'adhésion de personnes appartenant à d'autres confessions, comme l'islam par exemple<sup>8</sup>. L'historien Frank Bösch qualifie la CDU-CSU comme étant un « parti qui ne voulait pas être un parti » mais plutôt d'un mouvement de rassemblement, qui voulait justement tirer sa force dans sa volonté d'intégrer une diversité et une opposition de milieux, d'intérêts et de confessions<sup>9</sup>. L'objectif de réunir des groupes d'électeurs et des positions traditionnellement considérées comme inconciliables était donc au cœur de l'ADN politique de l'Union. Alors que d'autres partis ne se sont détachés que plus tard de leurs ancrages

---

5. N. Lammert, *Handbuch zur Geschichte der CDU: Grundlagen, Entwicklungen, Positionen*, Darmstadt, wbg Academic, 2022, p. 23.

6. K. Zehender, « Verabschiedung des ersten Grundsatzprogramms der CDU », *Geschichte der CDU*, disponible sur : [www.kas.de](http://www.kas.de) [consulté le 5 octobre 2023].

7. N. Lammert, *Handbuch zur Geschichte der CDU, op. cit.*, p. 109.

8. Comme la députée CDU Cemile Giousouf.

9. F. Bösch, « 70 Jahre CDU, die Partei, die keine sein wollte », *Deutschlandfunk*, disponible sur : [www.deutschlandfunk.de](http://www.deutschlandfunk.de) [consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2023].

électorales basés sur une classe ou un intérêt particulier, la CDU a été expressément fondée comme un parti populaire d'un nouveau type<sup>10</sup>.

Une autre évolution surprenante est l'identité néolibérale de l'Union. Celle-ci trouve ses origines dans la personne de Ludwig Erhard, qui a modelé le concept « d'économie sociale de marché » en opposition au libéralisme débridé de la République de Weimar<sup>11</sup>. Il s'agit de l'idée selon laquelle un ordre économique fonctionnel ne se crée pas tout seul, mais devrait être entretenu par l'État. Alors que l'Allemagne se retrouve actuellement en pleine période de récession, la notion d'une « économie sociale de marché » demeure un élément constitutif de l'identité démocrate-chrétienne comme le montrent les documents publiés à l'occasion du nouveau « programme fondamental<sup>12</sup> » du parti. Cependant, les interprétations de ce concept sont aujourd'hui multiples, à l'image du parti.

Traditionnellement, la CDU-CSU est divisée entre l'aile chrétienne-sociale (*christlich-demokratische Arbeitnehmerschaft* – CDA), le syndicat des travailleurs chrétiens-démocrates d'un côté, et l'aile libérale-conservatrice (*Mittelstands- und Wirtschaftsunion* – MIT), l'union des petites et moyennes entreprises, de l'autre. Sous l'emprise d'Angela Merkel, l'aile chrétienne-sociale a été beaucoup plus visible au cours des dernières années. Mais souvent, les décisions de Merkel étaient le fruit d'une stratégie politique calculée pour maintenir la popularité du parti et d'attirer les électeurs du centre-gauche. Cela a notamment été le cas lors de la sortie du nucléaire à la suite de la catastrophe de Fukushima. En totale opposition avec la ligne du parti, cette manœuvre a permis d'anticiper une perte d'électorat considérable, qui se serait tournée vers les Verts. D'ailleurs, le parti écologiste attire désormais de plus en plus d'électeurs appartenant à des couches sociales qui correspondaient à la CDU-CSU il y a encore quelques années. Une évolution qui a sans doute été retardée par la politique de Merkel.

La désaffection que connaît le parti aujourd'hui s'accompagne d'un revirement idéologique porté par les dirigeants du parti, comme Friedrich Merz ou encore Carsten Linnemann, deux hommes appartenant à l'aile libérale-conservatrice. Celle-ci se caractérise par un ordolibéralisme prononcé, une rhétorique sécuritaire et une vision traditionnelle de la famille. À la droite de l'aile conservatrice de la CDU-CSU, il y a le mouvement de la *WerteUnion*, dont Jens Spahn, ancien ministre de la Santé durant la pandémie de Covid-19 et ancien candidat à la succession de Merkel, fait partie. Le mouvement a été à l'origine de

---

10. À l'époque de la fondation du parti, le rassemblement des confessions catholiques et protestantes était encore impensable et en rupture totale avec le passé de l'Allemagne, voir : F. Bösch, *Die CDU und der rechte Rand. Zeithistorische Perspektiven*, Potsdam, Zeiträume, 2018, p. 27.

11. *Ibid.*, p. 28.

12. Documents relatifs à l'économie, site de la CDU, disponible sur : [www.cdu.de](http://www.cdu.de) [consulté le 4 novembre 2023].

plusieurs controverses, notamment du fait de ses positions un peu trop avenantes face à l'AfD.

## Avec Friedrich Merz, l'aile droite revient sans se réinventer

Souhaitant s'affirmer comme l'incarnation d'un renouveau pour l'Union CDU-CSU, Friedrich Merz se positionne dans un conservatisme traditionnel, mais peine à convaincre les observateurs. L'arrivée au pouvoir de cet ancien rival d'Angela Merkel est le résultat de plusieurs événements concomitants, notamment le retrait de la politique, d'Annegret Kramp-Karrenbauer (« AKK »), ainsi que de l'échec de la campagne d'Armin Laschet<sup>13</sup>. Âgé de



Friedrich Merz, député du Bundestag, président de la CDU  
© Shutterstock.com/photocosmos1

66 ans, Friedrich Merz a débuté sa carrière politique en 1989, en tant que député au Parlement européen. En 1996, il devient président de l'Union. Lorsque le parti passe dans l'opposition sous Schröder en 1998, Merz représente le nouveau visage de l'Union. En 2000, il devient président du groupe parlementaire tandis que Merkel prend la tête du

parti. À l'époque, il se présente comme « leader de la CDU/CSU dans la lutte pour l'hégémonie culturelle contre la coalition rouge-verte et ses fantassins médiatiques [...] il s'est surtout distingué dans les débats enflammés sur l'immigration, l'intégration et l'extrémisme de droite<sup>14</sup> ». Dans ce contexte, il a été à l'origine d'une controverse médiatique de grande ampleur sur la notion de « culture dominante allemande<sup>15</sup> », en opposition à l'idée de « multiculturalisme » avancée par la gauche. Friedrich Merz défendait notamment l'idée selon laquelle les immigrés issus de l'islam devraient s'adapter culturellement à l'Allemagne. Cette idée est devenue centrale pour l'Union au cours des années suivantes et les membres du parti y ont fait référence à de nombreuses reprises, notamment l'ancien président du CSU Edmund Stoiber, qui avait plaidé que « les cathédrales devront

13. F. Decker, « L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel », *Notes du Cerfa*, n° 157, Ifri, décembre 2020, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org) [consulté le 15 octobre 2023].

14 H. J. Hennecke, « Friedrich Merz », *Geschichte der CDU*, disponible sur : [www.kas.de](http://www.kas.de) [consulté le 26 octobre 2023] : « Wortführer der Union im Kampf um die kulturelle Hegemonie gegen die rot-grüne Koalition und ihre publizistischen Fußtruppen [...] profilierte er sich vor allem in den aufgeheizten Debatten um Zuwanderung, Integration und Rechtsextremismus. »

15. « Deutsche Leitkultur ».

toujours être plus grandes que les mosquées<sup>16</sup> ». Cependant, au début des années 2000, Friedrich Merz ne disposait pas d'assez de soutien au sein du parti pour être un candidat envisageable à la chancellerie – face à Angela Merkel, qui, une fois chancelière, lui prit la présidence du groupe parlementaire. À cette époque, Merz repasse au second plan, avant de quitter la politique pour le privé pendant un temps. Il parvint néanmoins à rester présent grâce à des apparitions médiatiques occasionnelles, lors de congrès du parti.

Son retour politique débute en 2018, lorsque Merkel annonce qu'elle ne se représentera plus à la chancellerie. Il se porte candidat, ce qui lui permet d'évincer Jens Spahn. Lors du congrès de l'Union à Hambourg en 2018, il arrive à quelques voix près derrière la dauphine de Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer (à l'époque secrétaire générale du parti) avec 48 % des voix. Mais celle-ci démissionne à la suite de la « crise de Thuringe » en 2020. Merz profite alors de l'occasion et se présente une nouvelle fois. Il incarnait à nouveau le candidat phare de l'aile économique et des fédérations régionales les plus conservatrices de l'Union, tandis que le rôle de garant d'une tradition politique continue revenait désormais à Armin Laschet, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Toutefois deux ans plus tôt, Merz avait agi comme un marginal. Il avait enthousiasmé ses partisans, tout en soulevant la question critique des options de coalition. Finalement, en décembre 2020, aucun des deux n'avait réussi à présenter un candidat crédible à la succession de Merkel.

Le retour de Merz au Bundestag s'est fait à la suite des élections fédérales. Il était alors immédiatement considéré comme le candidat à la présidence du parti. Cette fois-ci, il ne pouvait envisager de manquer cette occasion, d'autant plus que le soutien à sa candidature ne faisait que croître. En effet, pour cette troisième tentative, c'étaient les membres de la base militante qui avaient décidé directement de la présidence du parti. Favori incontesté, Merz s'est alors fait élire avec 62 % des voix, contre ses concurrents, Norbert Röttgen et Helge Braun, largement distancés. Sa popularité a été confirmée une nouvelle fois lors du congrès en ligne du parti en janvier 2022. L'idéologie de Merz se base sur une conception ordolibérale de l'économie sociale de marché : il soutient notamment l'intérêt des petites et moyennes entreprises qui représentent le pilier de l'économie allemande, défend la réussite individuelle mais aussi critique le système des allocations que le gouvernement Scholz cherche à réformer. Il s'est notamment prononcé contre la hausse des prestations pour les personnes sans emploi, car cela découragerait le travail<sup>17</sup>. En matière de politique climatique, Merz adopte une attitude plutôt décomplexée. Propriétaire de deux jets privés, il s'oppose à la « politique réglementaire » des Verts et prône une confiance dans les

16. Voir notamment ce récapitulatif, disponible sur : [www.spiegel.de](http://www.spiegel.de) [consulté le 3 novembre 2023].

17. Il a tenu ces propos lors du débat sur l'adoption du budget, fin août 2023, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de), [consulté le 13 novembre 2023].

technologies face au dérèglement climatique<sup>18</sup>. Pour de nombreux militants, Merz représente depuis longtemps l'antithèse du wokisme berlinois et concentre une vision du monde traditionnelle qui peut vite s'apparenter à une certaine nostalgie conservatrice<sup>19</sup>. Lorsqu'il s'est fait accuser de sexisme en 2021, il se défendait en affirmant sur Twitter, que si c'était le cas, sa femme ne l'aurait pas épousé<sup>20</sup>. Ses prises de position, souvent provocatrices, ont fait de lui un candidat longtemps trop peu pris au sérieux. Pourtant, ces écarts sont régulièrement contrebalancés par des interviews et discours où il se présente en véritable homme d'État, sérieux et ouvert à la discussion, loin des remarques scandaleuses relayées par la presse allemande et européenne<sup>21</sup>. Lors d'un discours devant la jeunesse de l'Union, à la mi-octobre 2023, ses ambitions de chancellerie pour les élections de 2025 ont été très claires. L'alternance entre remarques populistes et apparitions au ton sérieux et grave laisse à penser qu'il s'agit d'une stratégie bien calculée. Pourtant, il n'est pas improbable que l'histoire se répète, et que Friedrich Merz se retrouve dépassé par un autre candidat – une fois de plus.

Markus Söder, chef de la CSU et très populaire, avait failli être une de ces personnes. Ministre-Président de Bavière depuis 2018, ce grand admirateur de Franz Josef Strauss maîtrise parfaitement la communication politique. L'hebdomadaire *Der Spiegel* a consacré un podcast aux élections bavaroises intitulé « *Söderland* » et les deux premiers épisodes sont intitulés « *Popstar* » et « *Populist* » – reflet de la popularité du Ministre-Président. Réélu au sein de l'Union avec un score record (plus de 97 % des



Markus Söder, Ministre-Président de Bavière, président de la CSU © Shutterstock.com/Martina Birnbaum

voix), Markus Söder est connu pour ses apparitions fréquentes dans les *Bierzelte* (chapiteaux) lors de fêtes populaires et/ou folkloriques. Après des années de domination quasi absolue en Bavière, la CSU forme un gouvernement avec Hubert Aiwanger, à la tête des *Freie Wähler* (électeurs libres) depuis 2018. Cette coalition a

remporté pour une seconde fois le scrutin lors des dernières élections ayant eu lieu au début du mois d'octobre 2023. D'origine rurale, les électeurs

18. « Merz verteidigt CDU, Jeder von uns nimmt das Thema Klimaschutz sehr ernst », *Tagesspiegel*, disponible sur : [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de) [consulté le 13 novembre 2023].

19. H. J. Hennecke, « Friedrich Merz », *op. cit.* : « So fungierte er während der gesamten Ära Merkel als Identifikationsfigur für viele, die mit dem Regierungskurs der CDU unzufrieden waren und sich um Profil und Deutungsmacht der Union sorgten. »

20. A. Robinet-Borgomano, « Allemagne : la démocratie chrétienne en question », *op. cit.*

21. Voir par exemple : S. Hénon Cohin, « Friedrich Merz, fossoyeur de la CDU », *Libération*, disponible sur : [www.liberation.fr](http://www.liberation.fr) [consulté le 17 octobre 2023].

libres se présentent eux-mêmes comme un parti à l'identité bavaroise prononcée qu'on peut certainement qualifier de patriotique mais qui reste autrement difficile à placer sur l'échiquier politique<sup>22</sup>. Ce parti, issu de différents courants, se veut à la fois « anti-establishment » et « bourgeois-libéral ». Il serait, entre autres, né d'une lassitude face au monopole de la CSU en Bavière et il a à plusieurs reprises fait l'objet de critiques pour sa proximité avec l'extrême droite<sup>23</sup>. Pourtant, la CSU de Söder est sur le point d'entamer un second mandat de coalition avec ce parti.

Bien qu'en apparence, les résultats des dernières élections donnent l'impression d'une forme de continuité politique, la campagne a été riche en rebondissements. En effet, peu de temps avant les élections, un scandale autour du chef des électeurs libres, Hubert Aiwanger, a éclaté lorsqu'un pamphlet antisémite qu'il aurait rédigé en tant qu'adolescent, a refait surface. L'affaire a ravivé les débats sur le rapport des électeurs libres mais aussi de l'Union avec l'extrême droite. Finalement, l'affaire du pamphlet n'a pas empêché ni les électeurs libres ni la CSU d'obtenir un score très convenable (respectivement 15,8 % et 37,0 % des voix). Ces résultats soulèvent plusieurs questions : comment est-il devenu acceptable pour un dirigeant politique d'avoir un passé antisémite ou du moins, douteux ? Et comment expliquer cette clémence qui, il y a encore quelques années, aurait été inenvisageable, surtout en Allemagne ? Le détail des sondages publiés quelques jours après les élections révèle que plus de 70 % des électeurs de Hubert Aiwanger étaient convaincus qu'il n'est pas à l'origine du pamphlet<sup>24</sup> dont il est question. Cela est bien symptomatique d'un problème plus fondamental de défiance vis-à-vis des médias en Allemagne. En effet, de nombreux journaux et chaînes d'informations avaient épluché les détails de l'affaire lors de la campagne, et les réponses d'Aiwanger avaient différé à plusieurs reprises. Les élections en Bavière illustrent la perte de lisibilité du paysage politique allemand qui connaît une fragmentation politique, avec trois partis qui sont assez récents : les Verts, Die Linke et l'AfD<sup>25</sup>. Le système politique est aujourd'hui réparti entre cinq et six partis alors que naguère, la démocratie chrétienne, les libéraux et la social-démocratie dessinaient un paysage électoral stable et lisible de

---

22. Voir à ce sujet : H. Kohl, « La droite en force aux élections régionales de mi-mandat », *Le PodKast*, disponible sur : [www.dfi.de](http://www.dfi.de) [consulté le 29 octobre 2023].

23. Y. E. Cay, « Phänomen Freie Wähler: Fleisch vom Fleische der CSU – und zumindest in Bayern ein Machtfaktor », *Münchener Merkur*, disponible sur : [www.merkur.de](http://www.merkur.de) [consulté le 18 octobre 2023] : « Die Freien Wähler wurden teils aber auch schon oft als rechts offen kritisiert, insbesondere bei Themen wie Corona und der Impfpolitik. Im Sommer 2023 wehrte sich Parteichef Hubert Aiwanger gegen Vorwürfe, zu Schulzeiten ein antisemitisches Flugblatt geschrieben zu haben. »

24. Voir « Wer wählte Freie Wähler und warum? », *Tagesschau*, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de) [consulté le 21 octobre 2023].

25. P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui », *Études de l'Ifri*, p. 13, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org) [consulté le 15 novembre 2023].

« deux partis et demi<sup>26</sup> ». Ce paysage assurait autrefois l'alternance démocratique dans l'Allemagne de l'Ouest, grâce à des alliances successives du FDP libéral tantôt avec les chrétiens-démocrates, tantôt avec les sociaux-démocrates. Cette fragmentation, lourde de conséquences, force les partis populaires, à se réinventer.

## À l'échelle des *Länder*, les Ministres-Présidents revendiquent leur héritage centriste

Face aux recompositions du paysage politique allemand, plusieurs Ministres-Présidents CDU-CSU privilégient une coalition avec les Verts, en opposition avec la rhétorique empruntée par Friedrich Merz à l'échelle fédérale. Cela est dû à une fragilisation du vote qui ne se limite pas à l'Union<sup>27</sup>. Le politiste Roland Benedikter parle d'un véritable désaveu de la jeunesse à la fois pour l'Union mais aussi pour le SPD, les anciens grands partis populaires. L'effacement progressif des classes moyennes permet d'expliquer en partie ce phénomène qui est avant tout caractéristique d'une plus grande volatilité de l'électorat allemand. En effet, de nombreux électeurs de la CDU-CSU avaient migré vers le SPD en 2021 lors des élections de la chancellerie – pour récemment se retourner vers l'Union, le FDP et l'AfD en réaction aux décisions impopulaires prises par le gouvernement d'Olaf Scholz<sup>28</sup>.

Parmi ces décisions, il y a la récente loi sur le chauffage qui a certainement contribué au succès électoral de la CDU mais aussi de l'AfD en



Boris Rhein, Ministre-Président de Hesse  
© Shutterstock.com/Wilhelm Hermann

Hesse, au début du mois d'octobre 2023. Le Ministre-Président chrétien-démocrate, Boris Rhein, a remporté ces élections face à Nancy Faeser (SPD), qui est également ministre de l'Intérieur. Le recul du SPD et des Verts dans ce *Land* est symptomatique du mécontentement face aux mesures avancées par le gouvernement « feu tricolore ». En plus

d'incarner l'opposition, Boris Rhein, qui a déjà gouverné avec les Verts, représente l'Union « à la Merkel », plus centriste et ouverte au

26. *Ibid.* p. 13.

27. *Ibid.* p. 18.

28. Voir à ce sujet le graphique disponible sur : [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de) [consulté le 20 octobre 2023].



compromis<sup>29</sup>. En Bavière aussi, la CSU a profité de l'« effet sanction » du gouvernement Scholz. La campagne, peu tournée sur le compromis, y a révélé un véritable *Kulturkampf* (choc des cultures) entre les citoyens des grandes villes qui ont voté écologistes et ceux des petites villes et villages, qui se sont davantage tournés vers l'Union<sup>30</sup>. Face à ces évolutions, la CDU-CSU est véritablement divisée entre ceux qui, comme Boris Rhein, misent sur l'identité centriste du parti pour siphonner des électeurs et d'autres, comme Merz, qui misent sur une rhétorique plus provocatrice, destinée à séduire les sympathisants de l'AfD. Pourtant, la stratégie de Merz risque de simplement contribuer à la légitimation de l'extrême droite et à limiter le report de vote vers l'Union des déçus du gouvernement « feu tricolore ». Mais différents candidats (plus jeunes) comptent bien tirer leur épingle du jeu et commencent, dès aujourd'hui, à préparer l'après-Merz.

Hendrik Wüst fait partie de ces nouveaux visages de l'Union. Au départ, ce juriste de formation avait rejoint le rang libéral-conservateur du parti. Co-auteur d'un papier écrit en 2007 avec Stefan Mappus, Philipp Mißfelder et Markus Söder, il y revendiquait le bien-fondé d'une forme de « conservatisme bourgeois moderne<sup>31</sup> ». Aujourd'hui, ce jeune père de famille incarne le « gendre idéal ». Suivant cette évolution, son profil plutôt économique (membre du syndicat du patronat, fonction de porte-parole politique économique) s'est quelque peu atténué. Lors des élections de 2021, le modéré Armin Laschet désigne Wüst comme son successeur. Ce dernier devient Ministre-Président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il est réélu en 2022, l'Union atteint alors 35,7 % des voix, un score qui ne permet pas la traditionnelle coalition avec le FDP. À la suite de négociations, il se retrouve comme Boris Rhein, à la tête d'une coalition CDU-Verts. Malgré cela, il ne rompt pas complètement avec ses revendications économiques libérales. Sur son site web personnel, il souligne ce qui est le plus important pour lui : outre la réduction de la dette publique, il recherche « avant tout une politique



Hendrik Wüst, Ministre-Président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie  
© Shutterstock.com/photocosmos1

29. « Social-démocratisation » de la CDU sous Merkel avec l'instauration de mesures comme le revenu minimum, retraite pour les mères au foyer, union civile pour les couples homosexuels, quota dans les entreprises, etc. Voir aussi F. Decker, « L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés », *op. cit.*, p. 12.

30. H. Kohl, « La droite en force aux élections régionales de mi-mandat », *op. cit.*

31. Voir à ce sujet : « Moderner bürgerlicher Konservatismus. Warum die Union wieder mehr an ihre Wurzeln denken muss », *Deutscher Bundestag – Wissenschaftliche Dienste* disponible sur : [www.bundestag.de](http://www.bundestag.de) [consulté le 2 novembre 2023].

économique forte, avec le plus de liberté possible pour tous, qui crée du travail et prend des décisions courageuses pour la croissance et la sécurité sociale<sup>32</sup> ».

Daniel Günther incarne également une Union plus conciliante, ouverte au dialogue. Ministre-Président du Schleswig-Holstein, il gouverne lui aussi



Daniel Günther, Ministre-Président du Schleswig-Holstein  
© Shutterstock.com/NordStock

avec les Verts. Un choix délibéré puisqu'il était en position de force. Mais la stratégie politique de Günther, à contre-courant de son parti, semble être d'afficher son amitié avec les Verts. Il se montre publiquement et de manière régulière avec Robert Habeck, vice-chancelier et ministre de l'Économie et du Climat. Daniel Günther

arrive à articuler des points de vue qui, de prime abord, peuvent paraître contradictoires. Catholique pratiquant, il s'était prononcé pour l'inscription d'une référence à Dieu dans la Constitution tout en défendant le mariage homosexuel. Certains commentateurs y ont vu une pratique germanique du fameux « en même temps ».

À l'opposé de la politique de Friedrich Merz et de Markus Söder, les trois Ministres-Présidents évoqués misent sur une coopération étroite avec les Verts et cherchent ainsi à combattre la perte de l'électorat dû à la nouvelle fragmentation politique. Ces descriptions révèlent en outre les différences programmatiques à l'intérieur de l'Union.

32. J. Trum, « Ein Hauch von Machtprobe », *Tagesschau*, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de) [consulté le 2 novembre 2023].

# Un parti qui peine à trouver sa place

## Un ennemi choisi : les Verts

Malgré les coalitions CDU/CSU-Verts précédemment évoquées, la critique du parti écologiste constitue un élément central de la politique de Friedrich Merz au niveau fédéral. Interrogé sur les contradictions apparentes de cette stratégie, le président de l'Union a répondu qu'il s'agissait d'un partage savant des tâches. Il qualifie les Verts de « principaux adversaires » et défend une ligne de démarcation claire contre ce parti, dans un contexte de montée de l'extrême droite. Ce sont précisément les Verts qu'il accuse d'encourager la fragmentation politique de l'Allemagne : « les Verts, au niveau fédéral, dressent une grande partie de la population contre eux<sup>33</sup> » notamment à cause de leur orgueil et leur volonté de vouloir « éduquer le peuple », ils seraient « responsables de la polarisation autour de la politique énergétique et environnementale en Allemagne ». Autrement dit, pour Merz, la politique des Verts contribuerait au succès de l'AfD.

Bien que ce raccourci lui ait valu quelques critiques au sein de son parti, il s'inscrit dans une rhétorique plus large où l'Union cherche à se présenter comme le vote du « bon sens ». Dans sa newsletter hebdomadaire, « Merzmail », le chef du parti a par exemple tenté de décrédibiliser les combats de la gauche pour l'écriture inclusive en proclamant que pour chaque journal télévisé présenté en langage inclusif, une centaine de voix s'en vont vers l'AfD. Lors de la campagne de la CSU en Bavière, les demandes des Verts avaient également été qualifiées de « folles » et « idéologiques<sup>34</sup> ».

En cherchant à se démarquer, face aux « dérives idéologiques » de la gauche, il semblerait que l'Union cherche à renouer avec son identité « attrape-tout » d'antan. La CDU-CSU n'a jamais véritablement disposé d'un programme politique fixe mais s'est toujours considérée comme une réponse aux idéologies, qu'elles soient d'extrême gauche ou d'extrême droite<sup>35</sup>. C'est précisément à cause de cette ouverture programmatique que le parti ne dispose pas de discours construit et cohérent à ce stade. Cette vacuité de l'Union a été commentée à maintes reprises, en étant qualifiée de

---

33. « Merz Kampfansage an die Grünen », *Tagesschau*, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de) [consulté le 2 novembre 2023].

34. H. Kohl, « La droite en force aux élections régionales de mi-mandat », *op. cit.*

35. N. Lammert, *Handbuch zur Geschichte der CDU*, *op. cit.*, p. 79.

« culture du non-discours », de « libéralisme sans nuances » ou encore de « tolérance face à l'intolérance<sup>36</sup> ».

Friedrich Merz profite de l'ouverture programmatique en empruntant régulièrement au registre populiste pour séduire les électeurs abstentionnistes et ceux de l'extrême droite – surtout dans le domaine de l'immigration. Depuis l'avènement du gouvernement « feu tricolore », plusieurs mesures ont été prises dans ce domaine, notamment une loi instaurant un droit de séjour (*Chancen-Aufenthaltsrecht*) pour les « personnes tolérées » (*Geduldete*), un nouveau dispositif qui permet le changement de voies (*Spurwechsel*) de l'asile vers un titre de séjour de travail pour les personnes ayant séjourné en Allemagne jusqu'au 29 mars 2023, ainsi que des mesures qui allègent et accélèrent le processus de naturalisation. Ces décisions s'inscrivent dans la volonté du gouvernement de faire de l'Allemagne un pays moderne et progressiste<sup>37</sup>.

En opposition avec l'héritage de Merkel, les membres de l'Union se contentent de déplorer la lenteur avec laquelle le gouvernement « feu tricolore » agit pour limiter l'immigration. Les députés CDU-CSU revendiquent notamment l'introduction de plafonds et l'expulsion plus rapide des migrants dont la demande d'asile a été rejetée. Olaf Scholz, avait proposé aux *Länder* et à « l'opposition démocratique » (c'est-à-dire à l'exception de l'AfD) un *Deutschlandpakt*, pour faire avancer les réformes – notamment en matière de limitation de la migration irrégulière. Merz avait souligné être prêt à conclure un tel pacte, mais le Ministre-Président bavarois, Söder, s'est montré sceptique. Il craint notamment qu'à l'issue des discussions, l'Union apparaisse comme co-responsable de problèmes non-résolus. En contrepartie, le chef de la CSU demande la formation d'un nouveau gouvernement fédéral avec la participation de l'Union. « La coalition du “feu tricolore” ne trouvera pas de solution aux problèmes qui se posent, en particulier sur le thème de l'immigration. La chose la plus honnête serait maintenant que le gouvernement se retire et que de nouvelles élections soient organisées. Mais cela est peu probable<sup>38</sup> », a-t-il déclaré.

## Un ennemi subi : l'AfD

La ligne dure empruntée par Friedrich Merz dans le domaine de l'immigration est également une réponse à l'implantation locale durable de l'extrême droite. Lors des dernières élections en Hesse, l'AfD est arrivée en deuxième position après la CDU-CSU, avec 18,4 % des voix, devant le SPD

---

36. K. Lenk, « Vom Mythos der politischen Mitte », *APuZ*, disponible sur : [www.bpb.de](http://www.bpb.de) [consulté le 2 novembre 2023]

37. J. Süß, « Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail », *Notes du Cerfa*, n° 174, Ifri, juillet 2023, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org) [consulté le 3 novembre 2023].

38. « Union erhöht in Migrationskrise Druck auf die Ampel », *Süddeutsche Zeitung*, disponible sur : [www.sueddeutsche.de](http://www.sueddeutsche.de) [consulté le 3 novembre 2023].

(15,1 %) et les Verts (14,8 %). En Bavière, l'AfD a également fait un bon score avec 14,6 % des voix, arrivant ainsi en troisième position, derrière la CSU et les *Freie Wähler*. Le score de l'AfD dépasse très largement celui des Verts (14,4 %), tandis que le SPD se retrouve relégué loin derrière, avec 8,4 % des voix. En dépit de la communication officielle de l'Union, qui se félicite de ses succès électoraux (notamment + 7,6 % en Hesse et seulement - 0,2 % en Bavière malgré une campagne difficile), ces résultats révèlent une transformation fondamentale du paysage politique allemand, de plus en plus fragmenté et difficile à lire<sup>39</sup>.

L'Allemagne avait jusque-là résisté à la poussée de l'extrême droite qu'a connue l'Europe au cours de ces dernières années. Ces résultats posent la question des éventuels partenaires de coalition. Autrement dit, suivant la logique de « diabolisation » des Verts de Merz et de Söder, qui reste-t-il pour gouverner avec l'Union, en dehors de l'extrême droite ? Récemment, le FDP, partenaire historique de l'Union, ne dispose plus de résultats électoraux suffisants pour former une majorité. Par conséquent, Friedrich Merz n'exclut pas la coalition avec le SPD, mais compte tenu des derniers résultats, cette stratégie s'avère également difficile à mettre en place.

Pourtant, la logique selon laquelle la CDU-CSU devrait renforcer son profil conservateur pour contrer la montée de l'extrême droite n'est pas nouvelle. Nombreux sont les membres de l'Union qui, déjà du temps de Merkel, dénonçaient ses orientations progressistes. Des anciens conservateurs tels que Alexander Gauland se sont alors réorientés vers l'extrême droite, entraînant un huitième des électeurs. D'un point de vue stratégique, ce changement de cap vers la droite dure peut sembler évident. Toutefois, un regard porté sur nos pays voisins fait naître des doutes quant à ce calcul. Car dans de nombreux pays européens, cette manœuvre a contribué à l'effondrement des partis populaires et a participé à la légitimation de l'extrême droite qui gouverne en Suède, Finlande et en Italie. Cette légitimation de l'extrême droite ne bénéficie pas nécessairement aux partis chrétiens-démocrates. À cela s'ajoute la particularité de la situation en Allemagne. À cause de l'histoire de l'Allemagne, la vigilance face aux populismes d'extrême droite est beaucoup plus exacerbée. Pour cette raison, l'AfD est surveillé depuis longtemps par le *Verfassungsschutz* (l'office de protection de la Constitution) et est régulièrement qualifié de parti non démocratique. Les dirigeants de l'AfD profitent de cette situation en alimentant un discours complotiste et anti-*establishment*. Pour ces raisons, une éventuelle ouverture sur la droite par la CDU-CSU engendrerait certainement une perte de crédibilité en tant que parti démocratique.

---

39. P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé », *op. cit.*, p. 18.

Ces considérations se heurtent à la réalité du système politique allemand. L'AfD a fait son entrée dans les parlements de tous les *Länder* (actuellement, ils siègent dans 14 des 16 *Länder*, les exceptions étant la ville de Brême et le Schleswig-Holstein). Cela crée des situations complexes, comme dans l'est de l'Allemagne, où le parti se classe parfois avec un écart très net, devant tous les autres partis. Cela peut engendrer des situations où sa participation à la formation des gouvernements des *Länder* s'impose<sup>40</sup>.

La situation actuelle n'est pas sans précédent historique. Dès sa création, l'Union s'est retrouvée à devoir contenir les partis qui fleurissaient à droite. Longtemps, sa stratégie a été d'absorber ces groupements. L'identité d'union rassemblant différentes forces politiques, permettait ce type de manœuvre. Mais lorsqu'en 1966, le parti néo-nazi du NPD se fait élire au Bundestag, l'Union est accusée de trahir son profil conservateur. À l'image de la situation actuelle, le succès électoral de ce parti était interprété comme une forme de protestation envers la politique de la CDU-CSU. Au cours des années 1980, dans un contexte de crise migratoire, une situation quelque peu similaire se produit avec un autre parti d'extrême droite, appelé « Les Républicains », *Die Republikaner*. À cette époque, la direction de la CDU réagit en adoptant une stratégie de démarcation claire. En juillet 1989, le comité dirigeant du parti décide d'interdire la collaboration avec les partis radicaux à tous les niveaux. Outre les Républicains, elle y incluait explicitement les Verts<sup>41</sup>. Parallèlement, la CDU-CSU adapte son programme politique en reprenant les craintes attisées par les Républicains. Ses membres s'obstinent alors à défendre le durcissement du paragraphe sur l'asile dans la Constitution<sup>42</sup>.

Aujourd'hui, la démarcation avec l'extrême droite, aussi appelée « pare-feu » fait à nouveau débat. D'abord dans la logique d'un questionnement idéologique. Ensuite, la question se pose pour des raisons pratiques. Que faire dans le cas où aucune coalition ne serait possible face à l'AfD ? Ou pire, en cas de majorité absolue de l'extrême droite ?

Une interview de Friedrich Merz avait fait sensation à l'été 2023, lorsqu'il y évoquait l'éventuelle coopération avec l'AfD à l'échelle communale. L'entretien avec le chef de l'Union avait eu lieu quelques jours après l'élection de Robert Sesselmann, membre de l'AfD, en tant que conseiller municipal dans la ville de Sonneberg, en Thuringe. La position de Merz a fait l'objet de critiques virulentes au sein de l'Union. Tobias Hans, ancien Ministre-Président CDU de la Sarre avait réagi à cette interview en exprimant ses doutes quant à la capacité de Merz à être le candidat du parti conservateur lors des prochaines élections fédérales, avouant « trembler avant chaque interview [de Merz] car on ne sait pas ce qui en sortira à la fin<sup>43</sup> ».

---

40. *Ibid.*, p. 10.

41. *Ibid.*, p. 39

42. *Ibid.*, p. 40.

43. S. Hénon Cohin, « Friedrich Merz, fossoyeur de la CDU », *op. cit.*

En évoquant la coopération à l'échelle locale, Friedrich Merz poursuit l'affaiblissement du « pare-feu » contre l'extrême droite. Depuis 2019, différentes formes de collaboration ont eu lieu à l'échelle locale, où l'Union et l'AfD se sont rassemblées, parfois soutenues par d'autres partis<sup>44</sup>. Cela a souvent eu lieu dans un but d'opposition à la gauche. Au mois de septembre 2023, un projet de loi porté par la CDU, le FDP et l'AfD visant à réduire la taxe foncière en Thuringe avait suscité beaucoup d'attention. La particularité de cet événement réside dans le fait que le « front commun » contre le gouvernement SPD et Verts a été à l'initiative de la CDU. La remarque de Merz et cet événement posent la question de la résistance du « pare-feu » aux particularités du fédéralisme. L'accumulation de ces pratiques pourrait contribuer à la « dédramatisation » de l'extrême droite. Cela légitimerait en outre une transposition de la collaboration à l'échelle fédérale.

Plusieurs grilles de lecture tentent d'expliquer l'influence grandissante de l'AfD en Allemagne. Dans une logique d'opposition, les dirigeants de l'Union l'interprètent comme un vote contestataire. Celui-ci exprimerait la frustration des citoyens allemands face aux décisions prises par le gouvernement d'Olaf Scholz. Pourtant, cette interprétation ne permet pas d'expliquer pourquoi ce report ne profite pas à la CDU-CSU. En outre, compte tenu de l'importance des scores obtenus dans certains *Länder*, l'argument seul de la contestation ne tient pas. Les résultats électoraux les plus récents montrent que l'implantation durable de l'AfD ne se limite pas à l'Allemagne de l'Est mais concerne également les régions au sud et à l'ouest du pays. Cette évolution invalide l'hypothèse d'un vote d'extrême droite symptomatique de fractures géographiques. Les données sur le déplacement de l'électorat montrent que l'AfD se renforce au détriment de tous les autres partis<sup>45</sup>. Le déclin des partis populaires traditionnels s'accroît par le détachement de nouveaux réservoirs d'électeurs, séduits par des partis plus récents, en mesure de formuler des positions plus cohérentes de rejet ou d'adhésion face aux nouvelles mutations transnationales<sup>46</sup>. Sahra Wagenknecht compte elle aussi, profiter de cette recomposition du paysage politique. L'ex-dirigeante du parti d'extrême gauche *Die Linke* a annoncé au mois d'octobre dernier la création de son propre parti, BSW (*Bündnis Sahra Wagenknecht*). Elle souhaite fonder un parti qui s'engage pour la raison économique, la justice sociale, pour la paix et la liberté<sup>47</sup>. Il apparaît alors que l'Allemagne, à l'image de la France, subit une polarisation nouvelle et durable de son échiquier politique.

---

44. Pour la liste complète des cas de coopération entre l'Union et l'AfD, voir le wiki de la Fondation Heinrich Böll, disponible sur : [www.kommunalwiki.boell.de](http://www.kommunalwiki.boell.de).

45. Carte sur la migration des électeurs, disponible sur : [www.welt.de](http://www.welt.de) [consulté le 4 novembre 2023].

46. P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé », *op. cit.*, p. 30.

47. C. Greipl, « Pläne von Sahra Wagenknecht, Name, Satzung, Programm – wie gründet man eine Partei? », *Tagesspiegel*, disponible sur : [www.tagesspiegel.de](http://www.tagesspiegel.de) [consulté le 4 novembre 2023].

# En politique étrangère, l'héritage complexe de Merkel

## La revendication d'un leadership allemand

Au mois d'octobre 2023, le congrès annuel de la jeunesse de l'Union, était consacré à l'Europe. À cette occasion, Friedrich Merz a prononcé un discours dans lequel il a qualifié la CDU-CSU de « premier parti de politique européenne » d'Allemagne et de « plus grand parti au sein du Parti populaire européen ». Il cherche ainsi à réaffirmer l'identité européenne du parti de Konrad Adenauer et de Helmut Kohl, et souhaite se distancier de la politique d'Angela Merkel, à laquelle on reprochait souvent de manquer de vision en matière de politique européenne<sup>48</sup>. Les appels de Merz pour une Europe plus forte ne sont pas nouveaux : dès 2018, il signait avec le philosophe Jürgen Habermas une tribune dans le *Handelsblatt* appelant l'Allemagne à s'emparer des propositions du président Macron pour consolider la zone euro, à créer une armée européenne et à renforcer les prérogatives du Parlement européen<sup>49</sup>.

À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, la CDU-CSU s'était clairement positionnée en faveur du soutien armé à l'Ukraine, quand Scholz faisait preuve d'hésitation à chaque étape, comme pour l'envoi des chars. Friedrich Merz demande alors au gouvernement du chancelier SPD d'assumer un rôle plus actif en matière de politique étrangère. Selon lui, l'Allemagne devrait être prête à endosser plus de responsabilités sur la scène européenne et internationale. Il justifie cette position avec plusieurs arguments dont l'emplacement géostratégique du pays et sa puissance économique. En mai 2023, le groupe parlementaire CDU-CSU publie un manifeste sur sa vision de la politique européenne<sup>50</sup>. Certains points du texte font écho aux idées d'Emmanuel Macron, lorsqu'il s'était prononcé pour une « Europe à deux vitesses ». C'est notamment le cas au sujet de l'élargissement de l'Union européenne où la CDU-CSU s'engage à : « tenir

---

48. L. Schramm et W. Wessels, « Das europapolitische Erbe Angela Merkels: Krisen, Führung, Vorbild », *Integration*, n° 45, 1/2022, p. 11.

49. H. Eichel, J. Habermas, R. Koch, F. Merz, B. Rürup et B. Zypries, « Für ein solidarisches Europas – Machen wir Ernst mit dem Willen unseres Grundgesetzes, jetzt! », *Handelsblatt*, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com) [consulté le 4 novembre 2023].

50. Ein starkes Europa für Frieden, Freiheit, Sicherheit und Wohlstand, Positionspapier der CDU/CSU-Fraktion im Deutschen Bundestag, Beschluss vom 9. Mai 2023, groupe parlement du CDU-CSU au Bundestag, 9 mai 2023, disponible sur : [www.cducsu.de](http://www.cducsu.de).



la promesse de l'intégration européenne pour les pays candidats à l'adhésion en réorientant la politique d'élargissement de l'UE de manière réaliste, ciblée et axée sur les performances – sans faire de concessions sur les critères d'adhésion<sup>51</sup> ». Le texte insiste sur l'influence croissante de puissances tierces dans les pays des Balkans occidentaux (Russie, Turquie, Chine, États du Golfe<sup>52</sup>). Les auteurs soulignent que la coopération renforcée devrait rester ouverte à tous les États membres. Il convient également de souligner les références à l'amitié franco-allemande. Dans le manifeste, les chrétiens-démocrates s'engagent à « donner une nouvelle dynamique à l'amitié franco-allemande, 60 ans après la signature du Traité de l'Élysée qui a fait date. L'amitié franco-allemande, renforcée en 2019 par le traité d'Aix-la-Chapelle, reste d'une importance capitale, non seulement pour nos deux peuples, mais aussi pour toute l'Europe. Nos partenaires en Europe et hors d'Europe savent eux aussi combien il est important que la France et l'Allemagne donnent ensemble des impulsions et des orientations – sans exclure les autres. »

Cette dernière demande s'inscrit dans une tradition – les dirigeants du parti ont toujours été des grands défenseurs du franco-allemand – mais elle répond aussi à une logique politique. On peut effectivement faire état de tensions entre la France et l'Allemagne, préalables à l'entrée en opposition de l'Union, par exemple pendant la crise économique et financière ou dans le domaine de la politique énergétique<sup>53</sup>. Cela est plus de l'ordre idéologique qu'une réelle volonté de changement<sup>54</sup>. À l'heure où de nombreux commentaires dénoncent « la crise de la soixantaine » d'un couple franco-allemand « dysfonctionnel », l'Union chrétienne-démocrate cherche à en profiter.

La revendication comme « Parti de l'Europe » de la part des chrétiens-démocrates s'accompagne d'un transatlantisme prononcé, un héritage qui remonte également à l'avant-Merkel. Dans cette conception des relations internationales, l'Union européenne joue le rôle d'un pilier essentiel au

---

51. Voir prise de position de la CDU-CSU : « Ein starkes Europa für Frieden, Freiheit, Sicherheit und Wohlstand. Unser europapolitisches Leitbild », disponible sur : [www.cducsu.de](http://www.cducsu.de) [consulté le 5 novembre 2023].

52. L'intégration européenne à plusieurs vitesses tranche avec la position traditionnelle mais se rapproche du positionnement français et correspond aux conclusions du groupe d'experts franco-allemand sur les réformes institutionnelles. Lire M. Martens, « CDU/CSU wollen Stagnation der Erweiterungspolitik überwinden », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net) [consulté le 14 novembre 2023].

53. Pour les tensions franco-allemandes préalables : H. Stark, « Paris-Berlin : relation solide, rapports asymétriques, politiques antinomiques », *Politique étrangère*, vol. 77, n° 4, Ifri, 2012, disponible sur : [www.cairn.info](http://www.cairn.info) [consulté le 14 novembre 2023], et dans le domaine de l'énergie, J. Herrmann, « Nord Stream 2: Frankreich und Deutschland einigen sich im Streit um Gas-Richtlinie », *Neue Zürcher Zeitung*, disponible sur : [www.nzz.ch](http://www.nzz.ch) [consulté le 14 novembre 2023].

54. F. Hublet et P. Mennerat : « Autonomie stratégique : la réponse d'AKK à Macron », *Le Grand Continent*, disponible sur : [www.legrandcontinent.eu](http://www.legrandcontinent.eu) [consulté le 14 novembre 2023].

fonctionnement de l'OTAN<sup>55</sup>. C'est la raison pour laquelle peu de temps après l'invasion russe de l'Ukraine, le groupe CDU-CSU a plaidé pour le réarmement de l'Allemagne. Cette opération doit passer par un investissement massif dans la *Bundeswehr*, à hauteur minimale de 2 % du produit intérieur brut. La position appuyée des chrétiens-démocrates en la matière a cependant été critiquée par les membres des autres partis, puisque lors des 16 dernières années où l'Union était au pouvoir, le budget consacré à la *Bundeswehr* n'a cessé de diminuer. Un changement de cap en apparence, mais surtout un symptôme des nombreuses décisions de l'ex-chancelière Merkel allant à l'encontre de l'aile conservatrice de son parti. Sur le plan commercial, l'Union de Merz défend même un positionnement commun avec les États-Unis à l'égard de la Chine<sup>56</sup> qui correspond déjà à une réalité à travers des formats comme le Conseil du commerce et des technologies UE/États-Unis ou comme le suggère une analyse commune des dépendances UE/US par rapport à la Chine dans le cadre de la mise à jour de la stratégie industrielle européenne en mai 2021<sup>57</sup>. Cette revendication tranche avec le positionnement distinct européen que revendique la France.

## La remise en cause difficile de la doctrine « *Wandel durch Handel* »

En revanche, le positionnement de l'Allemagne face à la Russie fait partie des décisions qui à l'époque de Merkel faisaient l'unanimité au sein de la CDU-CSU. L'intérêt de l'Union chrétienne-démocrate pour de bonnes relations avec la Russie remonte à l'époque de la guerre froide, où Franz-Josef Strauss cherchait déjà les faveurs du Kremlin. En 2017, Edmund Stoiber, ancien président de la CDU-CSU, soulignait la relation « stable et positive avec la Russie » tandis que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Horst Seehofer, se prononçait pour la levée des sanctions, déjà mises en place à la suite de l'annexion de la Crimée. Enfin, en 2020, Markus Söder soulignait l'importance du maintien du projet de Pipeline, Nord-Stream-2<sup>58</sup>. Pourtant, lorsque la Russie envahit l'Ukraine en 2022, l'Union chrétienne-démocrate fait partie des premiers à demander le soutien armé de l'Ukraine et reproche à Scholz la lenteur de sa prise de décision. Sur ce point, la présidence de Merz a encouragé le repositionnement rapide de l'Union face à la Russie –

---

55. Voir prise de position de la CDU-CSU : « Nato-Deutschland muss sich stärker engagieren » disponible sur : [www.cducusu.de](http://www.cducusu.de) [consulté le 5 novembre 2023].

56. À ce sujet, voir : « China/Europa/USA : CDU-Außenpolitiker Hardt für gemeinsame Handelsstrategie », *ARD Morgenmagazin*, disponible sur : [www.ardmediathek.de](http://www.ardmediathek.de) [consulté le 14 novembre 2023].

57. Disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

58. A. Kissler, « Auch CDU und CSU haben Putin hofiert », *Neue Zürcher Zeitung*, disponible en ligne sur : [www.nzz.ch](http://www.nzz.ch) [consulté le 6 novembre 2023].

en rupture totale avec les années Merkel<sup>59</sup>. Cependant, à part une distanciation nette de la Russie, la CDU-CSU n'a pour l'heure pas fait de propositions concrètes pour l'avenir. Concernant l'Ukraine, le parti soutient l'adhésion à l'Union européenne et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), en soulignant que les critères formels doivent être respectés.

La rupture est moins nette concernant la remise en cause de la doctrine « *Wandel durch Handel* » (le changement par le commerce) face aux nouvelles réalités géopolitiques. La célèbre formule d'Egon Bahr remonte à l'époque soviétique et correspond à l'idée selon laquelle un régime autoritaire doit être ouvert politiquement et socialement grâce à l'économie<sup>60</sup>. Alors qu'il s'agissait au départ d'une devise marquée à gauche, aujourd'hui, les chrétiens-démocrates allemands ont du mal à s'en défaire. Lorsque le gouvernement « feu-tricolore » a présenté sa *China-Strategie* (stratégie pour les relations avec la Chine), Friedrich Merz a souligné à quel point le pays était un partenaire commercial important pour l'Allemagne. Et au lieu de se détacher progressivement de Pékin dans certains secteurs technologiques sensibles, comme le suggère la stratégie, il a plaidé pour un maintien des échanges commerciaux, couplé à la défense des intérêts économiques de l'Allemagne<sup>61</sup>. Les remarques de Merz traduisent la frustration de la CDU-CSU qui, en tant que parti d'opposition, ne peut que contester les décisions du gouvernement. Quelques mois plus tôt, l'Union avait déjà publié une feuille de route pour les relations avec la Chine où elle proposait de travailler avec le gouvernement pour définir un positionnement commun<sup>62</sup>. Cette proposition a vraisemblablement été ignorée par les partis au pouvoir.

Dans le domaine des affaires étrangères, la CDU-CSU souligne fréquemment le manque de considération du gouvernement « feu tricolore » pour les questions pratiques. Pour la *China-Strategie*, cela a notamment été le cas au sujet des chaînes d'approvisionnement en matières premières<sup>63</sup>. Les membres de l'Union se prononcent en faveur d'une réduction des risques plutôt qu'un isolement progressif<sup>64</sup>. Dans la même logique pragmatique,

---

59. A. Laschet défend notamment le bilan de Merkel et s'étonne que le SPD et les Verts soient maintenant en faveur d'un réarmement. Lire J. von Altenbockum et E. Lose, « Überheblichkeit ist nicht der Kern von Außenpolitik », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net) [consulté le 14 novembre 2023]. Wolfgang Schäuble tire un bilan très critique de l'ère Merkel : lire J. Hildebrand et T. Sigmund, « Wolfgang Schäuble : Deutschlands Ansehen ist schwer beschädigt », *Handelsblatt*, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com) [consulté le 14 novembre 2023].

60. J. Lau, « Wandel durch Handel », *Internationale Politik*, disponible sur : [www.internationalepolitik.de](http://www.internationalepolitik.de) [consulté le 6 novembre 2023].

61. « Friedrich Merz fordert deutsche Führungsrolle », *Die Zeit*, disponible sur : [www.zeit.de](http://www.zeit.de) [consulté le 6 novembre 2023].

62. CDU/CSU Fraktion im deutschen Bundestag, « Souveränität aus eigener Stärke – Eckpfeiler einer neuen China-Politik », disponible sur : [www.cducsu.de](http://www.cducsu.de) [consulté le 14 novembre 2023].

63. J. Klöckner et J. Spahn: « China-Strategie der Ampel lässt viele Fragen offen » disponible sur : [www.cducsu.de](http://www.cducsu.de) [consulté le 6 novembre 2023].

64. F. Merz, J. D. Wadephul et J. Spahn: « China-Strategie: CDU/CSU will Beziehungen neu ordnen » disponible sur : [www.cducsu.de](http://www.cducsu.de) [consulté le 6 novembre 2023].

l'accord commercial avec le MERCOSUR, en préparation depuis 20 ans, est devenu le nouveau cheval de bataille du groupe CDU-CSU<sup>65</sup>. Cet accord, négocié pour la dernière fois en 2019, prévoit la création de l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde. Depuis le début de l'année 2023, la CDU-CSU pousse pour sa ratification rapide en avançant que le MERCOSUR serait l'occasion parfaite pour l'Allemagne d'assumer un rôle de leadership au sein de l'Union européenne. Pour l'heure, la question divise toujours la coalition « feu tricolore ».

---

65. D. McAllister, président de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen est pour la conclusion de cet accord et appelle à une convergence entre la France et l'Allemagne à ce sujet. Lire M. Koch, J. Olk et C. Volkery, « Mercosur Abkommen der EU droht zu scheitern », *Handelsblatt*, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com) [consulté le 14 novembre 2023].

## Conclusion : quelles feuilles de routes pour l'avenir ?

La présidence de Friedrich Merz de l'Union chrétienne-démocrate est en rupture totale avec les années Merkel. D'une part, le parti a connu un revirement vers la droite conservatrice et d'autre part, il se retrouve dans le camp de l'opposition pour la première fois depuis 16 ans. En parallèle, l'extrême droite gagne en influence dans toute l'Allemagne. Pour l'heure, la réponse de la CDU-CSU a été d'alterner entre tentative de séduction de l'électorat d'extrême droite, distanciation affichée et techniques de diversion. Ces dernières passent notamment par les attaques répétées envers la politique des écologistes. En termes de programme politique, l'Union cherche à revendiquer son héritage particulier, à savoir celui d'un rassemblement de différents courants idéologiques et de parti du « bon sens ». Mais trop souvent, ce mécanisme révèle un certain manque de contenu et/ou de récit qui ne pourra pas durer dans le temps. Finalement, le domaine des affaires étrangères fait exception : l'Union affiche clairement ses engagements en termes d'intégration européenne et de coopération transatlantique. Pour les élections de 2024, et notamment les élections européennes, elle devrait renforcer cet aspect-là et se positionner clairement comme parti de l'intégration européenne. Cela permettrait à l'Union de renouer à la fois avec son passé (Adenauer et Kohl étaient des grandes figures de l'intégration européenne) et de faire face à son ouverture programmatique. En revanche, ce type de campagne sous-entendrait une distanciation claire avec l'AfD.

Pour l'avenir, deux scénarios sont envisageables. La popularité de Ministres-Présidents à la tête de coalitions avec les Verts, comme Hendrik Wüst, Daniel Günther ou Boris Rhein pourrait donner lieu à un repositionnement de l'Union vers le centre. Dans ce cas, l'Union pourrait profiter d'un report de vote des écologistes et des sociaux-démocrates, comme cela a été le cas sous Merkel. Il est possible que ce type de scénario conduise à une fragmentation plus grande de l'échiquier politique allemand, qui suppose la constitution de majorités à trois partis, comme c'est le cas du gouvernement actuel. La prise de décision demeurerait difficile mais cela permettrait sans doute de freiner la progression de l'extrême droite. Cependant, cela suppose un changement à la tête du parti, qui au vu des déclarations parfois scandaleuses et polarisantes de Friedrich Merz, ne reste pas à exclure.

L'impact du nouveau parti de Sahra Wagenknecht reste également difficile à évaluer : contribuera-t-il à légitimer une rhétorique populiste ? Pour cela, les élections à la fin de l'année 2024 seront déterminantes. Les *Länder* de Saxe, Thuringe et Brandebourg, bastions de l'extrême droite mais aussi de *Die Linke* (ancien parti de Wagenknecht), seront appelés aux urnes à l'automne. Dans le cas d'un nouveau succès électoral de l'AfD, la poursuite d'un repositionnement vers la droite de l'union CDU-CSU, semble pour l'instant, probable. Ce type de décision ne ferait pas l'unanimité au sein du parti et fragiliserait considérablement la CDU-CSU.

# Les dernières publications du Cerfa

- P. Manow, [Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui](#), *Études de l'Ifri*, octobre 2023. Disponible en français et allemand.
- A. Salles, [Pénurie de main-d'œuvre en Allemagne ? Entre réalité démographique et besoins du marché du travail](#), *Études de l'Ifri*, octobre 2023.
- K. Kober, [Vers une nouvelle stratégie commerciale européenne en période de bouleversements géopolitiques : la perspective allemande](#), *Notes du Cerfa*, n° 176, octobre 2023. Disponible en anglais.
- M. Krpata, A. H. Palermo, [L'accord UE-Mercosur : un trilemme insoluble ? Entre règles de la concurrence, ambitions normatives et diversification des approvisionnements](#), *Briefings de l'Ifri*, octobre 2023. Disponible en français et allemand.
- É.-A. Martin, [La fin d'une parenthèse heureuse. Comment la guerre d'Ukraine contraint l'Allemagne à repenser son modèle](#), *Notes du Cerfa*, n° 175, septembre 2023.
- A. Eisl, « [Politique budgétaire en France et en Allemagne : des divergences insurmontables ?](#) », *Visions franco-allemandes*, n° 34, Ifri, septembre 2023. Disponible en français et allemand.
- J. Süß, « [Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail](#) », *Notes du Cerfa*, n° 174, Ifri, juillet 2023.
- M. Krpata, « [L'Europe peut-elle faire l'économie d'une stratégie géologistique face à la Chine ?](#) », *Études de l'Ifri*, Ifri, juin 2023. Disponible en français et anglais.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)